

*Prêts aux petites entreprises—Loi*

assurance-vie maintenant, vous serez imposé. Il parle de justice, mais je ne vois pas où est la justice là-dedans. Il n'y a rien de juste là-dedans! Qu'en est-il maintenant des petites entreprises qui vendent des assurances-vie? Est-ce que c'est juste pour elles aussi? Que fait le ministre d'État? Il ne défend pas les chefs de petites entreprises?

● (1720)

Il augmente les crédits pour l'administration de la loi sur les prêts aux petites entreprises afin de pouvoir accorder davantage de prêts—à des taux que je qualifierai d'usuraires. Que fait le ministre d'État chargé des petites entreprises quand il s'agit de remettre en cause l'augmentation exorbitante des tarifs postaux? Vous imaginez: 30c. pour une lettre en première classe! On ne l'entend pas dire aux chefs de petites entreprises qu'ils est conscient que cela va les pénaliser. Non. Au lieu de les défendre, il se tait. Que fait le ministre d'État chargé des petites entreprises quand les petites entreprises ont besoin de lui?

On découvre que les intérêts hypothécaires que subventionnent les petites et les grosses entreprises vont être imposés à présent. Permettez que je m'attarde un instant sur cette question. Je sais qu'il y a de nombreuses petites entreprises installées dans le Grand Nord qui offrent des logements à des loyers peu élevés pour attirer les travailleurs. C'est l'une des raisons qui y attirent les gens. Désormais, cet avantage sera impossible. Ces gens ne peuvent rivaliser avec les grosses entreprises.

Je vais vous dire ce qui se passe en ce moment. Une grosse compagnie dont je tairai le nom et que je connais très bien, comme d'ailleurs tous les députés, offre des hypothèques sans intérêt ou à des taux minimes pour attirer des travailleurs dans le Grand Nord. C'est ainsi qu'elles encouragent les gens à aller travailler là-bas. A présent, cet avantage est impossible. Les entreprises ont gonflé le salaire de tous ces travailleurs. Où est la justice là-dedans? Les grosses compagnies peuvent se le permettre, et ce sont les consommateurs qui paient au bout du compte.

Le ministre dit qu'il colmate des fuites fiscales. Il ne colmate rien du tout. Il ne fait qu'encourager les gens à se jouer de sa stupidité. Tout cela ne fait qu'accélérer l'inflation; c'est une mesure inflationniste.

Qu'en pense maintenant le ministre d'État chargé des petites entreprises? On ne le voit nulle part. Les entreprises ont besoin d'argent aujourd'hui. Qu'un ministre des Finances ose présenter un budget pareil quand les entreprises ont besoin d'encouragement, c'est une honte pour le gouvernement du Canada et le parti libéral. Le ministre devrait démissionner immédiatement; il aurait dû démissionner plus tôt. Au nom de l'équité et de la justice, sous prétexte de faire payer les riches, le ministre s'en prend au salarié moyen. Faire payer les riches semble être un refrain familial. Nous l'avons déjà entendu. Le ministre s'attaque au salarié moyen, ce contribuable qui a quelques dollars à investir dans son entreprise pour l'agrandir et donc créer de l'emploi. C'est lui qui est touché. Pas les riches, pas les gros! Et le ministre continue d'affirmer que tout cela est fait au nom de l'équité. Personne ne le croit, sûrement pas le

simple citoyen. Le salarié moyen et le petit exploitant sont ceux qui vont en souffrir et, par la suite, l'économie s'enlisera davantage dans le marasme.

Le ministre devrait revoir son budget de fond en comble. Étant député depuis deux ans et demi et ayant été mêlé à la politique depuis des années, je n'ai jamais reçu autant d'appels téléphoniques ni autant de lettres que depuis le budget.

Le ministre qui m'a si gentiment invité à participer au débat, ce dont je l'en remercie, a déclaré l'autre jour, au sujet du taux d'imposition des petites entreprises, qu'aux États-Unis, si leur revenu se situe entre \$50,000 et \$75,000, elles sont imposées à 30 p. 100 tandis qu'au Canada elles ne le sont qu'à 25 p. 100; que si leur revenu varie de \$75,000 à \$100,000, elles sont imposées à 40 p. 100; que si leur revenu dépasse \$100,000, l'imposition est de 46 p. 100 alors qu'ici, elle ne l'est qu'à 25 p. 100. Mais ce qu'il a omis de nous dire, et sans doute à dessein, bien qu'il lui faudra s'expliquer, c'est qu'il existe toutes sortes d'amortissements accessibles à la petite entreprise aux États-Unis, toutes sortes de frais qu'on peut déduire du revenu afin de pouvoir exploiter convenablement une entreprise. La liste américaine est beaucoup plus longue que la liste canadienne, et au sommet de la liste, figure la déduction de l'intérêt sur l'argent emprunté pour investissement.

Pour conclure, je voudrais aborder brièvement trois ou quatre questions. Le gouvernement prétend soutenir la petite entreprise. Pourtant, tout prouve le contraire. Permettez-moi de vous citer un exemple, puisque le grand défenseur de la politique de l'achat chez nous, le ministre des Approvisionnements et Services (M. Blais), se trouve parmi nous. Je ne vais pas brandir trop haut cet autocollant, car je sais qu'on ne doit pas montrer d'objets à la Chambre. C'est un autocollant que l'on est censé placer sur sa porte quand on a participé au programme d'isolation thermique des maisons canadiennes afin d'annoncer la bonne nouvelle aux voisins et à tous ceux qui se présentent à la porte, que ce soit le facteur ou qui que ce soit. Le seul ennui, c'est que cet autocollant vient de Brokaw dans le Wisconsin, et non pas du Canada. Toutes sortes d'entreprises canadiennes pourraient le fournir à un prix concurrentiel. Je vois le ministre, la bouche en cœur, comme si c'était une bonne plaisanterie. Cela n'a rien d'une plaisanterie, monsieur le ministre, croyez-moi. J'ai à Brampton une petite entreprise qui peut fournir le même produit à meilleur marché que la maison de Brokaw dans le Wisconsin où le ministre obtient cet autocollant pour son programme d'isolation. Quelle honte!

**M. Blais:** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je tiens à dire au député que lorsqu'il parlait, j'étais plongé dans de profondes réflexions. Je ne prêtai pas attention à son bourdonnement et mon visage était absolument inexpressif.

**Une voix:** Cela ne fait aucun doute.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. McDermid:** On me tend vraiment la perche, monsieur l'Orateur, mais je ne la saisirai pas. Je résisterai à la tentation.

**Une voix:** Allez-y.